

## Pour sortir de la crise projet de discours pour Pierre Juquin (1988)

Entrons d'emblée dans le vif du sujet: les mesures économiques que je défends, en particulier le SMIC à 6000 F, les 35 heures et le revenu minimum, seraient déraisonnables, utopiques et donc, finalement, démagogiques. Et pourquoi cela? Parce qu'elles iraient à l'encontre de deux principes sacro-saints, celui de profitabilité, et celui de compétitivité, que les partisans de la rigueur invoquent constamment.

Il faut répondre, bien sûr, à ces objections, mais d'abord se demander d'où elles viennent. Y aurait-il d'un côté des économistes et des hommes politiques sages, rigoureux, raisonnables, responsables, et, de l'autre côté, une bande de rêveurs irréalistes, oublieux de vérités et de lois élémentaires, dont le discours serait d'emblée disqualifié par ce manque de sérieux? C'est en tout cas la manière dont on présente les choses, non sans succès d'ailleurs...

### Les cercles vicieux de la rigueur

Alors, examinons cette rigueur, ses recommandations, et ses résultats. Quand on gratte un peu, un tout petit peu, la recette centrale se ramène à ceci: il faut baisser les salaires, ou au moins empêcher leur progression, et ceci sous toutes ses formes. En effet, il n'y a pas seulement le salaire direct mais tous les éléments de salaire indirect sous forme d'allocations, de prestations sociales et de dépenses budgétaires pour la santé et l'éducation. Il est facile de vérifier que les grands axes de la politique libérale, comme de la rigueur de gauche, se ramènent avec des variations dont il faut mesurer l'ampleur - sans les négliger, mais sans les surestimer - à cette règle unique: contenir la masse salariale globale.

Qu'en attend-t-on? Si l'on baisse les salaires, ce n'est évidemment pas par mauvais esprit et d'ailleurs cela déchire le cœur, mais parce que les lois économiques nous y forcent. Il faut baisser les salaires parce que c'est le moyen, précisément, de rétablir la profitabilité et la compétitivité.

Il se trouve que cette politique est menée depuis près de cinq ans et que l'on peut en mesurer aujourd'hui les effets. Il se trouve aussi que ceux-ci étaient parfaitement prévisibles. J'ai là un document des syndicats CGT et CFDT de l'INSEE où ceux-ci expliquaient dès juillet 1984 pourquoi cette politique ne pouvait réussir. Ils écrivaient que « la politique de rigueur n'a pas conduit à un redressement structurel durable du commerce extérieur ». Ils écrivaient aussi: « la considérable progression du profit des entreprises ne s'accompagne ni d'une progression analogue de l'investissement, ni a fortiori de créations d'emplois ». Ils rapprochaient, déjà, « l'aggravation cumulative de l'austérité budgétaire pour les uns et d'intéressants placements financiers pour les autres » et concluaient ainsi « la politique d'austérité actuellement menée ne doit pas et ne peut plus être présentée comme un moment difficile à passer qui serait la condition nécessaire pour mettre en place les conditions d'un redémarrage ultérieur (. . . ) risquant à tout moment de déraiper dans la récession, incapable de mettre en place les conditions d'une relance créatrice d'emplois, une telle politique ne constitue pas à moyen terme une issue à la crise. » Donc, cela ne marche pas, c'était prévisible, et pourtant on nous demande de continuer, et on traite d'utopistes ceux qui cherchent autre chose.

Il faut d'abord se demander pourquoi cette politique de rigueur ne fonctionne pas. C'est qu'elle s'enferme dans une série de cercles vicieux et, là, je ne vais pas faire un cours d'économie politique mais seulement décrire ces cercles vicieux assez faciles à comprendre. Le fameux

théorème de Schmidt disait: « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Ce que l'on constate dans la réalité, c'est que les profits d'hier ont fait les spéculations et le krach boursier d'aujourd'hui, et préparent la récession de demain.

On a tout simplement oublié que, pour fonctionner, le capitalisme a besoin de deux choses: de profit, c'est évident, c'est la logique de ce système, mais aussi de débouchés. Cela ne suffit pas d'avoir une production rentable, encore faut-il la vendre ! Il y a des années qu'un vieux barbu nous avait appris çà ! Et la vendre à qui, sinon aux salariés? Et c'est là que s'amorce le premier cercle vicieux infernal: pour monter les profits, on baisse les salaires; mais en baissant les salaires on baisse les débouchés, on rétrécit le marché. Comme la machine capitaliste, encore une fois, a besoin pour fonctionner de deux choses, profits et débouchés, le moteur ne repart pas et continue à s'étouffer. On a beau augmenter les profits, ils ne s'investissent pas faute de débouchés et ils vont jouer en Bourse.

Comment le piège peut-il se refermer aussi inexorablement? C'est que chaque patron pris isolément a raison d'essayer. S'il contrôle mieux ses salaires que ses concurrents, c'est tout bénéf... Seulement voilà, ils font tous la même chose sans comprendre que les salaires des uns sont les ventes des autres. Le résultat de cette façon de faire, encore une fois parfaitement raisonnable, parfaitement rigoureuse au niveau individuel, c'est, quand on additionne le tout, la récession, la baisse de l'activité et le chômage. On ne cesse de nous vanter les mérites de l'esprit d'entreprise, de l'initiative privée, de la concurrence, que sais-je encore, mais dans la réalité il faudrait plutôt parler du crétinisme du marché !

La compétitivité, c'est exactement pareil, c'est le même cercle vicieux, au niveau international, cette fois. C'est tout aussi simple à démonter. Que nous dit-on à propos de compétitivité? Il faut baisser les salaires pour rendre nos produits plus compétitifs et pour développer nos exportations, ce qui créera des emplois, etc., etc. Le problème, ici encore, c'est que tout le monde fait la même chose. Si vous aviez d'un côté des concurrents pas très malins payant des salaires élevés et, d'un autre côté des industriels français assez astucieux pour avoir l'idée de baisser leurs salaires, alors, oui on exporterait plus. Mais que l'on sache, ce n'est pas ce qui se passe: au contraire, l'industrie française, depuis cette année, merci Madelin, achète plus qu'elle ne vend. Tous ces petits futés de capitalistes ont eu la même idée: baissions nos salaires pour vendre plus aux autres. Avec ce système, le mieux qui puisse se passer c'est que les uns gagnent sur le dos des autres. Car tout le monde ne peut gagner en même temps. Et, en fin de compte, tout le monde va y perdre, parce que cette politique fait boule de neige: les salaires des uns sont les débouchés des autres. Ce qui est vrai à l'intérieur d'un pays, est encore vrai au niveau international. Même l'OCDE qui n'est pourtant pas connu pour son manque de « rigueur » connaît ce cercle vicieux qu'elle décrivait déjà en juillet 1983. Je cite ses propres termes: « des objectifs de politique économique qui peuvent être poursuivis avec succès par un seul pays risquent de se retourner plus ou moins fortement contre ce pays, lorsque beaucoup d'autres cherchent à les atteindre simultanément » La réduction des coûts de main d'œuvre« qui permet à un pays d'enregistrer des gains en grande partie aux dépens des autres ne peut se généraliser avec succès pour tous les pays simultanément ».

Comment dire plus clairement ce qui se cache sous la présomption des experts pontifiant: leurs recettes sont bonnes, sauf que si tout le monde les applique, on débouche sur la catastrophe! C'est une politique de gribouille qui consiste à foncer dans le brouillard, ou, plus exactement, vers des lendemains qui sont bien sombres. Voici quelques prévisions de l'INSEE à l'horizon 1992. Le taux de chômage est aujourd'hui de 10,5 %: il passerait en 1992 à 14,6 % ce qui implique une augmentation de près de la moitié du nombre de chômeurs ! Entre 1986 et 1992, on supprimerait 650 000 emplois, c'est-à-dire plus qu'entre 1980 et 1986. Au lieu de faire avancer

vers une solution, les plus officielles des prévisions montre que les politiques actuelles conduisent à s'embourber dans le chômage.

Le commerce extérieur réussirait-il mieux? Laissons parler les chiffres: le déficit de 1987 aura été de 31 Milliards de F et l'INSEE prévoit qu'en 1992, il sera de 41 Milliards. C'est clair, net et sans bavure: ça ne marche pas! Et voilà où sont les vrais irresponsables: ce sont les experts et les hommes politiques qui préconisent ce genre de politiques et qui croient ou laissent croire qu'elles sont les meilleurs et les seules possibles.

## REMETTRE L'ECONOMIE SUR SES PIEDS

Pendant ce temps, le système, à l'échelle mondiale, s'enfonce dans l'absurdité. Il y a d'abord l'enlèvement du Tiers Monde dans la crise: il est en train de refaire à l'envers le chemin parcouru depuis quinze ans. Deux exemples: depuis 1984, les flux de capitaux se sont inversés. C'est dorénavant le Tiers Monde qui enregistre des sorties d'argent vers les pays riches, pour près de 30 Milliards de dollars en 1986. Et il ne s'agit là que des mouvements officiellement enregistrés. Encore plus grave: depuis 1980, la consommation par tête a baissé de 1,6 % par an dans les pays du Tiers Monde. Voilà le prix terrifiant qu'il faut payer pour sacrifier à cette rigueur économique qui ne conduit qu'à une misère accrue des plus pauvres. . .

Mais il n'y a pas que dans les pays du Tiers-Monde que le capitalisme exerce ses ravages. Partout il fonctionne à rebours: on est en train d'assister dans les pays les plus modernes à la mise en place d'un processus sans précédent historique. Dorénavant, le progrès technologique fantastique que nous connaissons se transforme en une calamité sociale, à cause des usages que lui impose la logique du profit. Les nouvelles techniques pourraient permettre d'avancer vers la polyvalence des formations et des qualifications: elles débouchent dans nombre de cas sur la déqualification et l'exclusion. L'essor de la productivité met à l'ordre du jour, dans un nombre grandissant de secteurs, la gratuité ou la quasi-gratuité, c'est-à-dire une allocation plus socialisée des ressources. A la place, on a la réduction des budgets sociaux et la privatisation des services publics.

Ces mêmes progrès de la productivité permettent d'envisager une réduction massive de la durée du travail: le système impose au contraire la voie déplorable du non-travail et de l'exclusion. Enfin, des dégâts de plus en plus irrémédiables sont causés à l'environnement naturel: il s'agit là de la même logique d'asservissement aux exigences à courte vue du profit.

Le système économique et social capitaliste va donc mal, très mal. Penser que les recettes à courte vue de l'orthodoxie libérale vont changer les choses, résoudre les problèmes, casser les cercles vicieux, c'est adopter la politique de l'autruche, et c'est tromper les citoyens. Ni Chirac, ni Barre, ni Mitterrand n'apportent de réponses de fond: ils ne savent pas où ils nous emmènent, en tout cas ils ne nous le disent pas. La rigueur économique dont tous se réclament, c'est du bluff: ce discours n'a aucune légitimité, aucune réussite durable à donner en exemple. Parler vrai aujourd'hui, c'est dire que le capitalisme est devenu un bateau ivre dérivant au fil de l'eau: quelle meilleure illustration de cette réalité que le spectacle du krach boursier !

Bien sûr, l'expérience de la gauche pèse lourd dans la balance: si eux ne l'ont pas fait, c'est que vraiment cela n'était pas faisable, voilà ce que pensent de nombreux travailleurs. Mais tout n'a pas été fait, loin de là. La gauche n'a même pas eu la volonté politique suffisante pour dévaluer à son arrivée au pouvoir, elle n'a pas utilisé la nationalisation du crédit et celle des grandes entreprises pour réorienter la production, elle n'a pas contrôlé les fuites de capitaux, elle a tué d'emblée l'idée de planification, et à la première bourrasque, aux premières manifestations de

privilegiés, elle s'est frileusement reconvertie dans la rigueur. La gauche n'en a pas trop fait entre 1981 et 1986, elle n'en a pas fait assez !

Ce qu'il faut avoir le courage de dire aujourd'hui, c'est que les solutions dites raisonnables ne mènent nulle part et qu'il faut se tourner vers des choix beaucoup plus radicaux si l'on veut vraiment répondre à la crise. Il faut faire fonctionner l'économie autrement, il faut la remettre sur ses pieds. L'économie doit redevenir ce qu'elle a vocation à être: un outil, une technique, un moyen, au service de la satisfaction des besoins de l'humanité. Et non l'inverse ! Aujourd'hui on s'en remet à l'économie pour définir non seulement les moyens mais aussi les finalités mêmes de l'activité de production. C'est l'économie capitaliste qui décrète qu'il faut vendre toujours plus de produits sans grande utilité mais que dépenser plus pour la santé, dépenser plus pour la formation, dépenser plus pour l'habitat, c'est impossible, c'est vivre au-dessus de ces moyens.

C'est le monde à l'envers: il y a d'un côté deux millions et demi de chômeurs, d'énormes capacités de production inemployées, et même des profits qui ne s'investissent pas. Et en face, il n'y aurait donc plus de besoins. Plus besoin de crèches, plus besoin d'hôpitaux, plus besoin d'écoles, plus besoin de cantines, plus besoin de centres sportifs: qui a décrété ça? Réfléchissons: la seule explication rationnelle du chômage serait qu'effectivement il n'y ait plus de besoins à satisfaire. Mais c'est absurde, puisqu'il y a, pour commencer, les besoins des chômeurs, sans même parler des besoins élémentaires du Tiers Monde. Oui, vraiment, il faut changer d'optique et partir des besoins, des objectifs que doit se fixer une société moderne et au service desquels les moyens économiques doivent se plier. Et pas l'inverse.

Ces objectifs sont simples, évidents et s'organisent autour de quatre principes essentiels.

Il faut faire de la satisfaction des besoins sociaux la norme, donner la priorité aux valeurs d'usage. Cela suppose de prendre en compte l'ensemble des besoins y-compris ceux qui ne s'expriment pas à travers une demande solvable. Il s'agit à terme de faire échapper une part grandissante de la satisfaction des besoins à la seule contrainte de l'échange marchand. Soyons plus concret: notre société doit au minimum assurer à tous ses membres un emploi stable et qualifié, un revenu décent, des conditions de vie et de travail correctes, dans un environnement agréable. C'est le minimum. Un minimum qui paraît aujourd'hui totalement inaccessible. Pourtant il est à portée de main, il n'a rien d'exagéré: la France est l'une des principales puissances économiques du Monde. C'est vrai qu'il existe des limites qu'impose l'économie: je n'irais pas proposer le SMIC à 6000 F au Nicaragua ! Mais la France n'est pas le Tiers Monde et si on juge impossible, à 12 ans de l'an 2000, d'assurer un tel minimum, cela porte condamnation du système économique de la manière la plus sévère qui soit.

Il faut ensuite donner sa place à chacun, stopper cette société d'exclusion qui se met insidieusement en place: car exclure quelqu'un du travail, c'est non seulement l'enfermer individuellement dans un non-être social, mais c'est aussi une perte pour l'ensemble de la collectivité. Donner à chacun un véritable emploi est une contrainte que la société doit s'imposer à elle-même.

Enfin, quatrième principe, il faut rejeter toute tentation de repli sur un horizon national, sans pour autant faire preuve d'angélisme vis-à-vis des conditions d'internationalisation imposées par le capitalisme. Cela signifie, tant au niveau de l'Europe que dans les rapports avec le Tiers Monde, faire prévaloir l'intérêt commun des peuples.

Entrons maintenant dans le détail des mesures immédiates qui m'apparaissent nécessaires. La plus importante, la plus urgente en tout cas, c'est la garantie d'un revenu décent. Son niveau

devait être précisé, et j'ai choisi l'estimation de la CGT pour affirmer qu'on ne peut vivre décemment dans la France de 1988 avec un revenu inférieur à 6000F.

Aujourd'hui le SMIC est à 4700F et pourtant un quart des ouvriers, un tiers des employés, et la moitié des ouvrières sont en dessous de ce minimum ou l'atteignent tout juste. Ce tableau est accablant et il faut l'étendre à ceux qui ne reçoivent pas de salaire, car si l'on dit que l'on ne peut pas vivre décemment avec moins de 6000F par mois, cela concerne tout le monde, salariés, chômeurs et retraités. Aucun revenu ne saurait rester inférieur au seuil de vie décente ainsi défini: le revenu minimum doit être garanti non seulement aux salariés mais aussi aux retraités et à tous ceux à qui le système économique dénie le droit d'avoir un emploi.

Aujourd'hui, on en est loin: le SMIC brut est à 4700F mensuels, l'allocation vieillesse minimale à 2500 F, et l'allocation chômage de garantie de ressource de moins de 2000 F, sans parler de ceux qui vivent de petits boulots ou ont perdu toute source de revenu.

Et puis il y a l'emploi. Là encore, il faut réfléchir à contre-courant des évidences, et partir de la relation fondamentale qui lie emploi et production. Le niveau de la production est le produit de trois termes: la productivité, la durée du travail, et l'emploi. Toute politique économique consiste à jouer sur chacun de ces paramètres. Que se passe-t-il de ce point de vue en France actuellement?

Le fait majeur, c'est que la courbe de la durée du travail ne baisse plus: il y avait depuis 68 une baisse régulière de la durée du travail qui restait cependant au-dessus de la barre légale des 40 heures: 42,5 heures en 1975, 40,5 à l'arrivée de la gauche. Le passage de la durée légale à 39 heures marque un seuil au début de 1982: la durée moyenne passe à 39,5 heures puis rejoint très vite la durée légale qui sert dorénavant de butoir. Depuis près de 4 ans on en reste bloqué à ces immuables 39 heures. Ce qui empêche la reprise du mouvement de réduction de la durée du travail, c'est l'organisation capitaliste qui a ses propres critères. On ne doit produire que ce qui est rentable et donc, en l'état actuel des choses, produire moins. Il faut, on l'a vu, baisser les salaires et donc produire moins de biens de consommation. Il faut augmenter la productivité, et, enfin, plutôt que de réduire la durée du travail, il s'agit au contraire d'augmenter la durée d'utilisation du capital par le travail en équipes, le travail de nuit, etc. . .

Pourtant les marges de manœuvre sont beaucoup plus larges que ne le disent les technocrates. On peut en effet choisir de réduire la durée du travail, mais aussi de produire plus. Encore une fois, qui a décidé du ralentissement de la croissance, malgré le chômage et les capacités de production disponibles ? Mais on peut aussi choisir de baisser la productivité ce qui peut être obtenu en donnant la priorité aux besoins sociaux qui sont produits plutôt dans des secteurs à moindre progression de la productivité. On peut enfin augmenter l'emploi par une combinaison des trois méthodes ci-dessus.

Mais ce sur quoi il faut jouer immédiatement, c'est le paramètre durée du travail: passer de 39 à 35 heures, c'est réduire la durée du travail de 10% et le taux de chômage c'est justement 10%.

Ce rapprochement ne doit pas être mécanique, il montre cependant l'ampleur des marges de manœuvre. Cette réduction du temps de travail doit se faire sans baisse de salaire, sinon il ne s'agirait pas d'un partage du travail, mais en réalité d'un partage du chômage.

## Le coût des mesures

Qu'est-ce que tout cela coûte ? Je ne vais pas présenter ici un contre-plan léché et chiffré au centime mais il n'est pas inutile de donner quelques ordres de grandeur, pour montrer que ce que nous demandons, c'est à la fois peu, du point de vue des capacités d'une économie comme celle de la France, et beaucoup par rapport aux exigences érigées de la bourgeoisie et de son système économique.

Tous les calculs ont été établis à partir de données et d'études de l'INSEE, en supposant que, lors du passage aux 35 heures, les gains de productivité induits restent faibles: c'est l'hypothèse la plus favorable à l'emploi, et aussi la plus « coûteuse ». Le SMIC à 6000F représente un coût de 110 Milliards de F qui prend en compte l'effet de diffusion de la hausse du minimum au-delà des salariés directement concernés. Les 35 heures correspondent à 220 Milliards de F et le revenu minimum à 200 Milliards de F. Mais il faut déduire de ce total les recettes correspondant à un supplément d'impôts et de cotisations sociales et aux économies réalisées sur les allocations chômage grâce aux créations d'emploi. On arrive à un accroissement net du revenu des travailleurs que l'on peut chiffrer à 350 Milliards de F. C'est beaucoup et c'est peu, puisque cela représente 7% du Produit National.

## Des sources de financement

J'en arrive maintenant à la question épineuse: « comment financez-vous tout cela ? » Je ne chercherai pas à m'y dérober même si, encore une fois, je ne souhaite pas présenter un exercice « bouclé ». Le choc que représente cet ensemble de mesures peut être absorbé de plusieurs manières: d'un côté, il faut effectuer des transferts de ressources, c'est évident. De l'autre, il faut assurer une adaptation correcte de l'appareil productif.

Voyons d'abord les transferts de ressources: je vois trois sources essentielles de financement permettant une certaine malléabilité sociale à court terme. Il y a la réduction des dépenses militaires, la réforme de la fiscalité et des prélèvements sociaux et enfin la réorientation des frais financiers.

En 1988 le budget militaire a rejoint en importance le budget de l'éducation nationale: il s'agit d'un choix détestable que rien ne saurait justifier, pas même de supposées retombées industrielles ou commerciales. Ce budget s'inscrit dans une enveloppe de 474 milliards de Francs en 5 ans. Choisir les armes plutôt que la formation et la culture c'est au fond, et malgré les ventes d'armement, un choix à courte vue. Les dépenses militaires offrent une première source de financement, pas dans leur totalité bien sûr, mais au moins pour ce qui correspond à la force de frappe.

## La réforme fiscale

Le second moyen de mobiliser des financements renvoie à la question d'une réforme profonde des impôts et des prélèvements sociaux, réforme qui n'a finalement jamais eu lieu. Mais au préalable il faut dénoncer la pseudo-théorie du poids des prélèvements obligatoires. C'est, pour commencer, une escroquerie dans les termes: le mot « prélèvement » a une connotation péjorative, voulue par les partisans du « trop d'Etat qui pèse sur l'économie ». C'est, ensuite, oublier que la plus grande partie de ces fameux « prélèvements » n'est pas sans contrepartie puisqu'ils sont redistribués, aux particuliers sous forme de prestations sociales ou de services

publics, aux entreprises sous forme d'achats ou de subventions. Ce n'est pas la taille de ces transferts qui est importante, mais bien leur répartition.

Quels seraient alors les grandes lignes de cette nécessaire réforme? Il faut commencer par rappeler, contre les libéraux de tout poil, que l'impôt indirect est, par définition, plus injuste que l'impôt direct. Il est en fait dégressif puisque l'on paie autant de TVA quand on achète une baguette de pain, que l'on soit riche ou pauvre. C'est d'ailleurs pour la même raison que les réductions d'impôt dont Chirac est si fier profitent proportionnellement plus aux riches. La bonne méthode serait au contraire d'aller vers un taux de TVA à 0% pour les produits de première nécessité.

Il faut, enfin, taxer sérieusement les revenus non salariaux: ceux des commerçants et des professions libérales, et en général, les revenus financiers. Même le Conseil des Impôts avait critiqué les exonérations de feu l'Impôt sur les Grandes Fortunes. On peut donc aller nettement plus loin, par exemple en supprimant totalement tous les prélèvements libératoires forfaitaires, et en soumettant tous les revenus financiers à l'Impôt sur le Revenu.

Son rendement est particulièrement faible en France, et il faudrait, pour commencer, rétablir les tranches jusqu'à 65% supprimées par la droite en 1986. Mais l'une des mesures peut-être les plus importantes porte sur le quotient familial qu'il faut remplacer par une aide uniforme pour chaque enfant. Cela mettrait fin à ce scandale de l'enfant de cadre qui vaut plus que l'enfant d'ouvrier. Cette redistribution uniforme des allocations familiales correspondrait aujourd'hui à 1100 F par mois et par enfant. Par ailleurs, il est clair que cette mesure irait dans le sens de l'indépendance économique des femmes.

Et la Sécurité Sociale ! C'est un instrument fondamental dans la satisfaction de besoins élémentaires en matière de santé, de revenus complémentaires et de protection sociale. Il faut la défendre, socialiser encore son fonctionnement, notamment par l'unification des régimes, mais il faut lui rendre son caractère d'institution gérée par les travailleurs, que la fiscalisation contribuerait à lui faire perdre.

La répartition actuelle des cotisations sociales est parfaitement injuste puisque l'on paie d'autant moins que l'on est riche, à cause du plafonnement des cotisations. Pour la même raison, ce sont les entreprises qui emploient le plus de main d'œuvre et qui paient les plus bas salaires qui supportent les charges les plus élevées. Cette fois l'injustice rejoint l'inefficacité.

Je voudrais faire remarquer que ces éléments de réforme fiscale assurent en partie la garantie du revenu minimum: il ne s'agit donc pas à proprement parler d'une dépense nouvelle mais d'une répartition plus juste des prélèvements. Ce sont deux choses quand même différentes que les privilégiés, toujours, s'efforcent d'obscurcir: ils poussent des cris, lancent des appels à la raison, parlent de dépenses extravagantes, tout simplement parce qu'ils ne veulent pas les payer !

#### La réorientation des profits financiers

Reste la réorientation des profits financiers. Je suis encore une fois obligé de citer quelques chiffres: l'Excédent Brut d'Exploitation des entreprises, c'est-à-dire leur profit, représentait en 1987 31,2 % de la valeur ajoutée contre 25,6 % cinq ans plus tôt, soit un déplacement massif portant sur 5,6 % de la valeur ajoutée à rapprocher du 7% que représentent les 35 heures + le SMIC à 6000F+ le revenu minimum. Ce n'est pas beaucoup plus....

Mais, je l'ai déjà souligné, ce profit ne s'est pas transformé en investissement productif puisque ce dernier n'a augmenté que de 6 % en 6 ans. Il y a donc là un énorme « détournement de

fonds ». Cette masse de profit non investi représente par conséquent une importante source de financement qu'il faut orienter vers des utilisations socialement utiles.

Et ce rôle ne saurait certainement pas être confié à la Bourse. Voyons pourquoi: sur la période 81-86, les sociétés françaises ont investi 2225 Milliards de Francs. Ceci a été financé par émissions d'obligations (177 Milliards) et d'actions (494 Milliards), soit 30% du total des investissements, le reste provenant des ressources propres (les profits non distribués) et des crédits bancaires. Mais, dans le même temps, les entreprises ont acheté pour spéculer 49 Milliards d'obligations et 464 Milliards d'actions. La Bourse n'a donc en réalité apporté que 158 Milliards d'argent nouveau, c'est-à-dire seulement 7% des investissements !

Bien loin d'être le lieu de l'orientation des investissements, la Bourse n'est que le temple des spéculateurs. Le récent krach a confirmé que la comparaison que Keynes établissait entre la Bourse et un Casino reste toujours d'actualité. Ce constat est d'autant plus intéressant que la Bourse est souvent prise comme l'exemple même du « marché pur et parfait ». A cette « pureté » et à cette « perfection » il est clair aujourd'hui qu'il faut opposer l'objectif d'une planification consciente de l'économie !

L'une des pièces essentielles du processus de financiarisation de l'économie est l'existence de taux d'intérêt réels (après inflation) extrêmement élevés et sans commune mesure avec ce qui existait dans les années d'expansion. Il faut briser cette dynamique qui représente un gaspillage social de grande ampleur, et cela peut être réalisé en combinant trois formes d'action:

- la déconnexion des taux d'intérêt est le préalable qui permet de mener à l'intérieur une politique monétaire débarrassée de la contrainte d'alignement sur les taux d'intérêt internationaux. C'est une mesure technique sur laquelle beaucoup d'experts ont planché en leur temps et qui est tout-à-fait opératoire à condition de se donner les moyens de contrôler les mouvements de capitaux internationaux.

- la nationalisation du système de crédit et sa réorganisation sont nécessaires afin de mieux socialiser et affecter l'épargne nationale

- ces deux conditions étant remplies, il faut prélever à la source le profit. Rappelons ce chiffre: sur un profit des entreprises de 700 milliards de F, la moitié va aux revenus de la propriété. A l'intérieur de cette somme une fraction minoritaire correspond à l'épargne des travailleurs, défavorisée tant du point de vue de son montant total que de sa rémunération. La réorientation de ces flux financiers constitue un levier important du point de vue du financement: le moyen le plus simple est de réduire au minimum cet étrange circuit qui soumet au bon vouloir privé d'une petite couche de possédants disposant de forts revenus financiers l'utilisation d'un profit qu'ils ont, c'est le moins que l'on puisse dire, peu contribué à produire. En ramenant les taux d'intérêt réels au niveau zéro qui était le leur durant les années d'expansion, on dégagerait près de 250 milliards de francs pour d'autres usages moins stériles.

### Adapter l'offre, maîtriser la contrainte extérieure

Maintenant la grande objection à laquelle il faut répondre, surtout si l'on pense à l'expérience de gauche, c'est la suivante. Comment éviter que le supplément de demande qu'entraînent ces mesures ne se convertisse pas en déficit du commerce extérieur, ou tout simplement en inflation? La réponse est double: il faut desserrer la contrainte extérieure, et il faut adapter l'offre à la nouvelle demande. Ce sera d'autant plus facile si l'on réussit à orienter celle-ci vers des



secteurs spécifiques caractérisés par un fort contenu en main d'œuvre, des capacités de production disponibles et une faible propension à importer.

En règle générale, il se trouve que la plupart des secteurs orientés vers la satisfaction des besoins sociaux répondent assez bien à l'ensemble de ces critères; on peut citer à cet égard des domaines comme le logement, les transports et communications, la santé, l'éducation et l'amélioration de l'environnement. Dans tous ces secteurs il existe d'abondantes réserves de capacités et de main d'œuvre et la proportion d'importations est relativement faible.

Il faut donc imaginer des plans sectoriels régionaux assurant une relance programmée. Toutes les formules consistant à orienter vers ces secteurs la nouvelle demande soit par pré-affectation soit par une politique appropriée de prix, tarifs et formules de prêts préférentiels, contribueraient à assouplir les répercussions du « choc » initial. La coordination de ces plans et, de manière plus générale, l'adéquation des flux d'investissement aux objectifs de production, pourrait être réalisée au moyen d'une Banque Nationale d'Investissement centralisant les nouveaux moyens de financement décrits plus haut.

Plus fondamentalement, cette politique d'adaptation de l'offre à la nouvelle demande passe par l'instauration d'une planification démocratique dont l'objectif est d'assurer la cohérence des choix sociaux qui n'est réalisée aujourd'hui que par le bas et avec un coût social considérable.

Reste cette fameuse contrainte extérieure si souvent évoquée pour montrer que toute relance ou distribution de revenu est impossible. Le SMIC est impossible, les 35 heures sont impossibles, le revenu minimum est impossible, bref est impossible tout ce qui remet en cause la sacro-sainte compétitivité.

Pourtant, on ne le répétera jamais assez, la France n'est pas un pays sous-développé: il y a des marges de manœuvre pour faire autre chose. Sans tomber dans le chauvinisme du « produisons français » il faut souligner que la moitié des importations industrielles de la France, soit près de 300 milliards de F, porte sur des produits que des industries françaises produisent et exportent, et donc savent produire de manière compétitive. Un économiste pouvait faire ce rapprochement comique: « nous enregistrons un excédent de 161 millions de F pour les survêtements et un déficit de 534 millions pour les sous-vêtements. » Et seulement 20% des importations industrielles concernent des produits que l'industrie française ne produit pas: l'économie française importe donc énormément de produits qu'elle peut et sait fabriquer compte tenu de son niveau de développement technologique. Cette position la distingue donc tout-à-fait d'un pays dominé dont l'industrialisation est tronquée. Les marges de manœuvre sont beaucoup plus grande dans le cas d'un pays comme le nôtre.

Les flux d'importation doivent être contrôlés, en commençant tout simplement par utiliser les possibilités existantes y-compris d'ailleurs celles qui sont compatibles avec la CEE. Il existe des clauses de sauvegarde, des droits de douane et des dispositifs tels que les dépôts préalables de devises qui existent dans d'autres pays, comme en Italie.

Ce contrôle doit être étendu aux changes et aux mouvements de capitaux. C'est notamment la condition permettant de réaliser la déconnexion des taux d'intérêts internes. La politique de taux de change doit être elle aussi mise au service des objectifs de transformation: il faut obtenir un élargissement des marges de fluctuation, et ne pas craindre d'utiliser la dévaluation. Si celle-ci est accompagnée de mesures correctes comme la réorientation vers la production nationale - puisque la dévaluation augmente le prix des importations - et d'un contrôle des changes bloquant la spirale spéculative, on peut y trouver un outil capable de gérer transitoirement les tensions sur les prix et sur le commerce extérieur.

Plus fondamentalement les échanges extérieurs doivent être considérés comme un moyen d'accroissement de la richesse nationale et non comme un but en soi. La contrainte extérieure existe, mais elle doit être gérée au niveau de l'ensemble de la société: les recettes en devises constituent globalement les ressources permettant d'effectuer les importations. Il faut donc les centraliser et les affecter en fonction des objectifs retenus par le plan, notamment en matière de rééquilibrage des échanges extérieurs.

L'ensemble de ces dispositifs implique une certaine dose de déconnexion par rapport au marché mondial et cela pose question: jusqu'où aller dans cette démarche, et comment éviter un repliement sur soi-même qui serait dommageable? Je crois qu'il faudrait tenir aux autres pays le discours suivant: « nous menons dans notre pays une expérience de transformation sociale que nous vous convions à tenter également. C'est pour nous une priorité à laquelle nous subordonnons nos modalités d'insertion internationale, notamment en Europe ». Nous sortirons par exemple du SME s'il s'avère, ce qui est probable, qu'il fonctionne comme un carcan qui entrave le processus que nous menons.

Et nos atouts ne sont pas minces. Du strict point de vue commercial, notre déficit structurel vis-à-vis de notre principal partenaire européen est paradoxalement une force: les entrepreneurs allemands ont plus à perdre d'une fermeture totale des marchés, et cela viendrait limiter grandement les possibilités d'actions de rétorsion. Il faut donc compter sur le « sens des affaires » des capitalistes.

Mais aussi et surtout il faut compter sur le formidable effet d'entraînement que ne manquerait pas d'avoir une expérience bien engagée sur la mobilisation des travailleurs à l'échelle européenne. Un revenu décent pour tous, le retour au plein emploi, le passage aux 35 heures, s'ils se mettaient en place en France, déclencherait inévitablement un processus d'extension au niveau européen qui permettrait à terme un rééquilibrage par le haut du commerce extérieur. On aurait là cette « relance européenne concertée » que les capitalistes ne savent pas faire. Elle aurait bien sûr une tout autre nature sociale.

Cette logique qui consiste à construire un espace social européen harmonisé sur la base de la satisfaction des besoins s'oppose à la fameuse perspective du grand marché européen en 1992: celui-ci risque en effet de fonctionner comme un énorme levier visant à écrêter les acquis sociaux et à réaliser ainsi une harmonisation sociale par le bas, qui est bien dans la logique de la compétitivité.

#### Pour l'intervention des travailleurs

Vous pouvez constater qu'il y a une cohérence dans mes propositions économiques et pourtant une dose d'utopie, c'est-à-dire d'irrationalité par rapport aux mécanismes économiques qui prévalent aujourd'hui, est nécessaire. Il n'existe pas de « bouclage » de l'économie mondiale qui résulterait des politiques économiques actuelles. Il est encore moins possible de présenter un programme de changement réel qui soit complètement « bouclé » c'est-à-dire dont tous les effets soient chiffrés et équilibrés sur le papier, avant même d'entrer dans les faits.

La première raison est qu'un tel programme introduit la nécessité de ruptures fondamentales tant à l'intérieur que vis-à-vis de l'extérieur. A l'intérieur, il faut rompre avec cette implacable logique du profit qui nous conduit à une société chaque jour plus injuste, chaque jour plus déstructurée et chaque jour plus pauvre en espérance. Vis-à-vis du marché mondial, c'est la

même chose, il faut refuser de jouer le jeu de la concurrence sauvage, où, au-delà des rémissions sans lendemain, tout le monde perd.

Mais ces ruptures ne vont pas se faire facilement. S'il y a une chose dont je suis bien convaincu, c'est qu'il n'y a pas, dans cette crise, de solution facile, évidente, que l'on pourrait mettre en place sans effort. Je sais parfaitement que les mesures que j'avance sont à la fois raisonnables sur le fond, mais qu'elles mettent très haut la barre en termes de volonté politique.

La clé de la réussite d'une politique économique différente, c'est l'intervention des travailleurs, seule capable d'imposer le changement de perspective nécessaire pour sortir de la crise. C'est ce qui a manqué à la gauche entre 1981 et 1986: elle a voulu avancer à petits pas, rassurer les possédants, et tout en se passant de cette intervention. Finalement elle a du reculer. Il aurait fallu procéder autrement, et d'abord éviter le gradualisme qui n'est qu'apparemment efficace.

Prenons l'exemple de la réduction de la durée du travail; passer de 40 à 39 heures, c'est bien, mais c'est un changement discret: 12 minutes de travail en moins par jour, cela n'est pas très sensible et, en plus, cela ne crée pas d'emplois. Mais passer de 39 à 35 heures, même si ce n'est qu'un premier pas, cela représente presque une heure par jour. Cela commence à devenir sérieux, cela crée des emplois, on a envie de le défendre. Si en plus on constate que la politique menée va réellement améliorer le sort des plus touchés par la crise, qu'elle va redonner des débouchés et des perspectives à ses enfants, alors les choses changent et cette nouvelle politique, on la fait sienne et on la défend bec et ongles. C'est ce processus qui fait passer de l'utopie à la réalité.

Cette intervention des travailleurs sans laquelle ce programme économique n'est qu'un squelette sans vie, en est d'ailleurs un objectif fondamental. Ma conception n'est pas celle d'un Etat éclairé qui accorderait, dans sa grande bienveillance, telle ou telle réforme au bon peuple. La gauche de 81 ne s'était pas vraiment débarrassé de cette vision profondément étatiste: elle n'a jamais suscité l'initiative des travailleurs, elle n'y a jamais fait appel même dans le cas des entreprises nationalisées où le terrain était propice à cette démarche. Cette intervention n'était pourtant pas un supplément d'âme, un élément décoratif, mais c'était la pièce essentielle du dispositif. Faute de le comprendre, cette gauche a mordu la poussière devant le patronat!

On n'aura pas les 35 heures, le droit à un emploi qualifié et à un revenu décent, si les travailleurs n'entrent pas en action pour cela et si l'on ne modifie pas en profondeur le système, afin d'assurer la souveraineté des travailleurs-citoyens. Cela correspond bien aux aspirations d'aujourd'hui: il y a au moins un effet positif de l'offensive libérale, c'est d'avoir ébranlé la tradition étatiste et même paternaliste de la gauche.

Comment alors combiner les exigences de contrôle, de planification, de centralisation que j'ai constamment soulignées durant mon intervention, avec les aspirations autogestionnaires ou même, tout simplement individualistes, qui peuvent être celles des travailleurs aujourd'hui? Reconnaître ces aspirations nouvelles n'implique pas que l'on renonce à la nécessité, au niveau social, d'une prise en charge collective des problèmes et des contraintes. C'est une vieille question que la crise actuelle ne peut conduire à traiter de manière unilatérale, trop univoque. Si le salut n'est pas dans l'étatisme, il n'est pas non plus dans les marges du système. C'est au cœur de celui-ci qu'il faut s'attaquer, c'est-à-dire aux rapports de production et à l'Etat. Et cela suppose un projet global qui se renforce de l'action de chacun des individus concrets concernés.

Le contrôle, dont j'ai parlé à plusieurs reprises, c'est ce qui permet à une volonté collective de passer dans les faits. Le contrôle des changes, par exemple, c'est la capacité de l'ensemble de la société de s'assurer que son projet social ne va pas capoter à cause d'une poignée de possédants

faisant passer leurs capitaux en Suisse, jouant en Bourse au lieu d'investir, ou spéculant contre le Franc.

La centralisation c'est le processus qui rend possible concrètement la socialisation des décisions économiques: l'anarchie capitaliste s'accommode fort bien de la décentralisation, de la privatisation des actions économiques, de la concurrence de tous contre tous dont nous crevons aujourd'hui. La transformation sociale passe par un processus constant de circulation des flux de décision du niveau individuel/local au niveau global/central: on ne peut pas faire l'économie de cette dialectique.

La planification, enfin, vise à réaliser la maîtrise sociale sur la manière dont s'oriente l'économie, dont sont utilisés les fruits du progrès technique, sur la hiérarchisation des besoins à satisfaire. Il n'y a pas de ce point de vue d'authentique planification sans démocratie des producteurs puisque l'idée est justement que ce soit eux qui fixent ensemble les objectifs et les moyens, constituant ainsi cette association de producteurs libres dont Marx, avant nous, rêvait déjà.

Ce qui est donc décisif pour la réussite d'une expérience de transformation sociale, c'est que s'engage une dynamique de rupture combinant les décisions au niveau politique central avec l'intervention des travailleurs visant à défendre les nouveaux acquis puis passant à l'initiative et faisant entériner ces nouvelles conquêtes par leur gouvernement, etc. La notion de rupture est au cœur de ma campagne.